

**Arrêté préfectoral mettant en demeure la société ARCELOR MITTAL WIRE FRANCE concernant
ses installations exploitées à BOURG-EN-BRESSE et PÉRONNAS ;**

**La Préfète de l'Ain
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'ordre national du Mérite**

VU le code de l'environnement et notamment ses articles L.171-6, L.171-8, L.511-1, L.512-1 et L.514-5 ;

VU le code de justice administrative, notamment son article R.421-1 relatif aux délais et voies de recours ;

VU l'arrêté ministériel du 30/06/06 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'autorisation au titre de la rubrique n°3260 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté préfectoral du 9 février 2010 modifié autorisant la société ARCELOR MITTAL WIRE FRANCE à exploiter une usine de tréfilage de l'acier sur le territoire des communes de BOURG-EN-BRESSE et de PÉRONNAS ;

VU le rapport et les propositions de l'inspection des installations classées en date du 12 décembre 2024, à la suite d'une visite sur le site exploité par la société ARCELOR MITTAL WIRE FRANCE à BOURG-EN-BRESSE et PÉRONNAS effectuée le 31 octobre 2024 ;

VU le courrier de l'inspection des installations classées du 12 décembre 2024 transmettant à la société ARCELOR MITTAL WIRE FRANCE, son rapport à la suite de la visite du 31 octobre 2024 et l'informant du délai dont elle dispose pour faire part de ses observations ;

VU le projet d'arrêté de mise en demeure, annexé au rapport de l'inspection des installations classées du 12 décembre 2024, porté à la connaissance de l'exploitant et valant contradictoire ;

VU les observations de la société ARCELOR MITTAL WIRE FRANCE transmises par courrier du 19 décembre 2024 à la suite de la transmission du rapport susvisé et du projet d'arrêté de mise en demeure ;

CONSIDÉRANT que l'inspection des installations classées a, lors de l'inspection du 31 octobre 2024, constaté que la société ARCELOR MITTAL WIRE FRANCE ne respecte pas les dispositions de l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 susvisé relatives aux capacités de rétention ;

CONSIDÉRANT que l'inspection des installations classées a, lors de l'inspection du 31 octobre 2024 constaté que la société ARCELOR MITTAL WIRE FRANCE ne respecte pas les dispositions de l'arrêté préfectoral du 9 février 2010 modifié susvisé relatives à la défense contre l'incendie de l'établissement ;

CONSIDÉRANT que du fait des non-conformités constatées, la défense contre l'incendie des installations ne pourrait pas être assurée en toute sécurité par les services de secours ;

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu, conformément à l'article L.171-8 du code de l'environnement susvisé, de mettre en demeure la société ARCELOR MITTAL WIRE FRANCE de respecter les dispositions de l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 et de l'arrêté préfectoral du 9 février 2010 modifié susvisés ;

Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture ;

ARRÊTE

Article 1 – Mise en demeure de respecter les dispositions de l'arrêté ministériel du 30 juin 2006

La société ARCELOR MITTAL WIRE FRANCE est mise en demeure, en ce qui concerne les installations qu'elle exploite à BOURG-EN-BRESSE et PÉRONNAS, de respecter les dispositions de l'article 6 de l'arrêté ministériel du 30 juin 2006, relatif aux capacités de rétention, sous un délai maximal porté au 31 août 2025.

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs (photographies, factures) démontrant le respect des prescriptions, dans un délai maximal de 8 jours après l'échéance fixée ci-dessus.

Article 2 – Mise en demeure de respecter les dispositions de l'arrêté préfectoral du 9 février 2010

La société ARCELOR MITTAL WIRE FRANCE est mise en demeure, en ce qui concerne les installations qu'elle exploite à BOURG-EN-BRESSE et PÉRONNAS, de respecter les dispositions de l'article 7.5.3 de l'arrêté préfectoral du 9 février 2010, relatif au réseau d'eau incendie, sous un délai maximal de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté.

Dans le cas où il serait techniquement impossible d'assurer le débit minimal de 180 m³/h sous une pression dynamique d'un bar pendant au moins 2 heures en simultané aux 3 poteaux d'incendie, l'exploitant devra proposer des mesures compensatoires, dans le même délai de 3 mois.

Ces mesures devront être opérationnelles sous un délai maximal de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté.

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs (photographies, factures) démontrant le respect des prescriptions, dans un délai maximal de 3 mois et 8 jours à compter de la notification du présent arrêté.

Article 3 – Délais

Les prescriptions sont d'application immédiate à compter de la notification du présent arrêté, à l'exception de celles pour lesquelles un délai est prévu au sein même des articles.

Article 4 - Frais

Les frais occasionnés par les études, analyses et travaux menés en application du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

Article 5 - Sanctions

Indépendamment des poursuites pénales qui pourront être exercées, l'inobservation des conditions de la présente mise en demeure pourra entraîner, conformément aux dispositions de l'article L.171-7 du code de l'environnement, l'application des dispositions du II de l'article L.171-8 du code de l'environnement précité.

Article 6 – Recours

Cette décision peut être déférée au tribunal administratif de Lyon, seule juridiction compétente dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté.

Elle peut également être déposée sur le site Internet « www.telerecours.fr ».

En application de l'article L.171-11 du code de l'environnement, cette décision sera soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Article 7

Le présent arrêté devra être affiché à la porte principale des mairies de BOURG-EN-BRESSE et de PÉRONNAS pendant une durée d'un mois. Il sera ensuite déposé dans les archives des mairies pour mise à disposition du public. Le procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera adressé par les maires, à la préfète.

Le présent arrêté sera publié sur le site internet de la préfecture de l'Ain pendant une durée minimale de deux mois.

Article 8

La secrétaire générale de la préfecture est chargée de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié :

- au président de la société ARCELOR MITTAL WIRE FRANCE – 25, avenue de Lyon – 01000 BOURG-en-BRESSE

• et dont copie sera adressée :

- aux maires de BOURG-EN-BRESSE et de PÉRONNAS,

- au chef de l'Unité Départementale de l'Ain – direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement,

Fait à BOURG-en-BRESSE, le **24 JAN. 2025**

La préfète,
Pour la préfète,
La secrétaire générale,


Virginie GUERIN-ROBINET

